
Russie-Turquie : une relation déterminée par l'énergie



Rémi Bourgeot

Mars 2013



Centre Russie/NEI

En coopération avec
le Programme Turquie
contemporaine de l'Ifri

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

**Centre Russie/NEI,
En coopération avec le Programme Turquie contemporaine de l'Ifri**

**© Droits exclusivement réservés – Ifri – Paris, 2013
ISBN : 978-2-36567-129-3**

IFRI
27 RUE DE LA PROCESSION
75740 PARIS CEDEX 15 – FRANCE
TEL. : 33 (0)1 40 61 60 00
FAX : 33 (0)1 40 61 60 60
E-MAIL : accueil@ifri.org

IFRI-Bruxelles
RUE MARIE-THERESE, 21
1000 BRUXELLES
TEL. : 32(2) 238 51 10
FAX : 32 (2) 238 51 15
E-MAIL : vaudolon@ifri.org

SITE INTERNET : www.ifri.org

Russie.Nei.Visions est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques que politiques et économiques.

Cette collection respecte les normes de qualité de l'Ifri (évaluation par des pairs et suivi éditorial).

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique, vous pouvez écrire à l'adresse suivante : info.russie.nei@ifri.org

Derniers numéros

- A. Mehdi et Sh. Yenikeeff, « Gouverneurs, oligarques et siloviki : pétrole et pouvoir en Russie », *Russie.Nei.Visions*, n° 68, février 2013 ;
- R. Weitz, « Défense antimissile : l'improbable coopération entre la Russie et l'OTAN », *Russie.Nei.Visions*, n° 67, janvier 2013 ;
- D. Mirochnitchenko, « L'OMC et l'Union douanière : quel impact pour le secteur bancaire russe ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 66, octobre 2012.

Auteur

Diplômé de l'Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace (Supaéro) et de l'École d'économie de Toulouse, Rémi Bourgeot est responsable des études économiques de la Financière de la Cité, à Paris. Parallèlement à ses travaux d'économie monétaire sur la zone euro et sur les pays émergents, il écrit régulièrement sur la Turquie. Sa dernière publication sur la Turquie : « Une réorientation de l'économie turque vers le Moyen-Orient ? » in D. Schmid (dir.), *La Turquie au Moyen-Orient : le retour d'une puissance régionale ?*, Paris, CNRS Éditions, décembre 2011.

Sommaire

RÉSUMÉ.....	4
INTRODUCTION	5
DÉSÉQUILIBRES ÉCONOMIQUES ET DÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE	7
Une relation centrée sur l'énergie	8
Renégociation des contrats gaziers.....	9
Projets nucléaires en Turquie.....	10
VERS UN RÉÉQUILIBRAGE DES FORCES ?.....	12
Gravitation européenne	12
Corridor sud et risque géopolitique	13
Marchandages autour de South Stream	16
CONCLUSION.....	19
ANNEXE : PROJETS DE GAZODUCS : SOUTH STREAM ET LE CORRIDOR SUD	21

Résumé

L'approfondissement des projets énergétiques entre la Turquie et la Russie conduit à s'interroger sur l'équilibre entre les deux pays, dans un contexte de forte dépendance énergétique d'Ankara envers Moscou. Face aux tentatives européennes de diversification énergétique et à ses tensions avec l'Ukraine, la Russie développe le gazoduc South Stream qui doit traverser les eaux territoriales turques en mer Noire. Dans le même temps, la Turquie parvient à renforcer son poids dans les projets de gazoducs concurrents de South Stream, qui visent à alimenter l'Union européenne en gaz de la mer Caspienne. Un équilibre complexe se met ainsi en place entre les deux pays, négociant suivant plusieurs lignes d'intérêts économiques qu'ils tentent de faire converger. Alors que la Russie tente de sécuriser ses revenus européens, la Turquie s'efforce de développer son statut de *hub* énergétique entre Europe, Caucase et Moyen-Orient.

Parallèlement aux grands projets de pipelines, l'État et de plus en plus d'acteurs privés turcs développent avec la Russie un partenariat énergétique poussé dans un nombre grandissant de domaines, dont le nucléaire civil. Ce mouvement général va *a priori* dans le sens d'une augmentation de la dépendance de la Turquie. Pour autant, le jeu stratégique sur les grands projets de routes énergétiques concurrentes à l'échelle régionale peut permettre à la Turquie d'ouvrir de nouvelles marges de négociation et d'aménager sa dépendance énergétique.

Enfin, le poids économique et l'horizon de temps de l'ensemble de ces projets énergétiques communs éclairent la volonté des deux pays de ne pas faire étalage de leurs divergences politiques au Moyen-Orient.

Introduction

La première phase de la crise mondiale, initiée en 2007, avait consacré le groupe des « BRIC » comme un pôle de croissance à même de prendre le relais des États-Unis pour endosser le rôle de « locomotive » de l'économie mondiale. Ces grands pays émergents, incluant la Russie, ont progressivement été rejoints par la Turquie¹. Ils ont poursuivi l'approfondissement de leurs liens économiques bilatéraux, pour faire face à l'atonie des économies avancées, mais aussi tenter de corriger une partie de leurs propres déséquilibres commerciaux et financiers. Dans ce contexte, la Russie et la Turquie ont accéléré le développement de leurs relations économiques dans des secteurs aussi variés que les télécommunications, la construction, le tourisme et surtout l'énergie. Le volume de leurs échanges a été multiplié par sept en dix ans, pour atteindre 32 milliards de dollars en 2011 ; la Russie est devenue, en 2008, le premier partenaire commercial de la Turquie, devant l'Allemagne².

La Turquie développe en réalité, depuis les années 1980, une dépendance grandissante vis-à-vis du gaz russe, devenue aujourd'hui considérable (58 % de ses importations de gaz en 2011³). De son côté, la Russie a identifié la Turquie comme un interlocuteur de première importance pour mener à bien ses projets de contournement géographique de l'Ukraine, ainsi que pour concurrencer certains projets européens de diversification énergétique par le Sud du continent – regroupés sous le nom de « Corridor sud » (voir la carte en annexe). Au-delà de ces réflexions sur les routes énergétiques, on constate que la Russie s'implique davantage dans le secteur de l'énergie en Turquie même, comme le montre le projet de construction

¹ Le débat sur l'inclusion de la Turquie dans le groupe des BRICS se poursuit depuis deux ans. Voir A. Alabayrak, « International Politics Stand Between Turkey and the BRICS », *Today's Zaman*, 8 avril 2012.

² Turkstat, Foreign trade statistics, accès décembre 2012 : <www.turkstat.gov.tr/VeriBilgi.do?alt_id=12>. Bien que le volume d'échanges entre la Turquie et la Russie reste élevé en 2012, l'Allemagne pourrait dépasser de nouveau la Russie comme premier partenaire commercial de la Turquie. La Turquie est, quant à elle, le quatrième partenaire commercial de la Russie.

³ Pour 10,8 milliards de dollars. Source : Ministère turc de l'économie, page web sur les échanges économiques entre la Turquie et la Russie, accès décembre 2012 ; « Never Mind Supply, Russia Tells Turkey », *Hürriyet Daily News*, 29 décembre 2012, <www.economy.gov.tr/index.cfm?sayfa=countriesandregions&country=ru®ion=2>.

et de financement par le groupe Rosatom d'une centrale nucléaire sur la côte turque de la Méditerranée⁴.

La recherche de sources de croissance est d'autant plus cruciale pour la Turquie et la Russie qu'elles ont toutes les deux connu des épisodes de crise économique et monétaire particulièrement sévères dans le passé, avant de retrouver une certaine stabilité au cours de la dernière décennie. Les déséquilibres de leurs économies, qui sont le résultat d'un développement industriel incomplet, les incitent donc à sécuriser des sources de revenus sur la durée, afin d'alimenter des stratégies de puissance à leur échelle respective. Un équilibre complexe s'est ainsi installé entre la Turquie et la Russie, qui entretiennent une relation asymétrique, tout en cultivant certains intérêts communs, notamment vis-à-vis de l'Union européenne. Les deux pays se sont engagés dans une stratégie de diversification géographique pour atténuer l'impact de la crise européenne sur leur commerce extérieur ; ils sont néanmoins appelés à conserver une orientation européenne durable et ainsi à s'entendre sur les bénéfices issus des flux énergétiques vers l'Ouest.

La dynamique économique, et plus particulièrement énergétique, qui se développe entre la Russie et la Turquie apporte aujourd'hui un éclairage significatif sur les rapports politiques entre les deux pays. Le poids de l'entente énergétique dans la relation russo-turque est ainsi particulièrement visible sur le dossier des « printemps arabes ». Les deux pays accueillent les bouleversements en cours au Moyen-Orient de façon différente et affichent notamment des positions diamétralement opposées à l'égard du régime de Bachar el-Assad en Syrie. Ils ont cependant cherché à éviter autant que possible les éclats publics, mettant en avant l'importance de leurs projets économiques communs⁵.

⁴ La construction de la première unité doit s'achever en 2019. Voir : « Construction of First Power Unit of Akkuyu Nuclear Power Plant to End in 2019 », *Anadolu Ajansi*, 20 octobre 2012.

⁵ Des tensions bilatérales se sont fait jour depuis le début de la guerre civile syrienne, notamment lorsque les autorités turques ont pris l'initiative d'arrêter un avion syrien en provenance de Moscou pour contrôler sa cargaison, ainsi qu'au moment de l'installation de missiles *Patriot* par l'OTAN à la frontière turco-syrienne. La Russie et la Turquie se sont cependant efforcées d'éviter l'emballement. Lors de la visite de Vladimir Poutine à Istanbul, le 3 décembre 2012, l'accent a été mis, dans les discours publics, sur l'économie, tandis que les divergences sur la question syrienne étaient publiquement minimisées.

Déséquilibres économiques et dépendance énergétique

Les profils économiques de la Turquie et de la Russie présentent certaines similitudes, notamment si l'on s'en tient au niveau de développement⁶. Pour autant les différences sont nombreuses et permettent d'expliquer certains traits fondamentaux de la relation russo-turque. En premier lieu, l'économie turque présente une demande structurellement dynamique⁷, en décalage avec l'évolution de la production nationale – et malgré la richesse de son tissu entrepreneurial (les fameux « tigres anatoliens »). Le pays affiche de ce fait un déficit des comptes courants qui dépasse régulièrement les 5 % du PIB, et a frôlé les 10 % en 2011. Etant donné que la Turquie importe 93 % de sa consommation de pétrole et 97 % de sa consommation de gaz⁸, son déficit commercial provient pour moitié de l'importation d'énergie, la Russie se présentant ici comme un fournisseur majeur (58 % des importations de gaz et 12 % du pétrole en 2011). Or, la propension déficitaire de l'économie turque a régulièrement entraîné des crises monétaires qui ont mis fin à des épisodes de forte croissance. Les pays importateurs d'énergie se donnent en général pour objectif des baisses de coûts et des économies budgétaires ; pour la Turquie, l'objectif est, de façon plus cruciale encore, de stabiliser son modèle de croissance.

À l'opposé, la Russie est un pays exportateur net qui, en raison de l'ampleur de ses exportations énergétiques, a présenté une balance courante fortement excédentaire tout au long de la décennie écoulée. Sa situation est inverse de celle de la Turquie, avec un excédent commercial important et des flux financiers importants de la Russie vers l'étranger – bien que le pays attire également une quantité importante d'investissements directs à l'étranger (IDE). La faiblesse de la dynamique démographique russe pèse aussi sur la demande intérieure et sur les perspectives de croissance de long terme, à la différence du cas turc. Si la Turquie présente une demande intérieure

⁶ Le PIB par habitant de la Russie, (en parité de pouvoir d'achat) est de 17 600 dollars, soit 15 % plus élevé que celui de la Turquie, avec un peu moins de 15 000 dollars par habitant.

Sauf mention contraire, toutes les statistiques macroéconomiques mentionnées dans cette partie sont extraites de l'*IMF World Economic Outlook*, octobre 2012.

⁷ Bien que la demande intérieure ait été particulièrement encouragée par une politique de taux bas pendant les années 2010-2011, son dynamisme, d'origine notamment démographique, est un trait structurel.

⁸ M. Bilgin, « Energy and Turkey's Foreign Policy : State Strategy, Regional Cooperation and Private Sector Involvement », *Turkish Policy Quarterly*, vol. 9, n° 2, p. 83, <www.turkishpolicy.com/dosyalar/files/81-92.pdf>.

globale très dynamique, la croissance de l'économie russe repose au contraire fortement sur la demande extérieure, essentiellement énergétique.

Malgré des modèles économiques qui apparaissent diamétralement opposés, les deux pays ont en commun d'avoir, à la suite de crises économiques et monétaires majeures, réussi à stabiliser leurs économies, notamment en matière d'inflation et de croissance. Par ailleurs, ils ont tous les deux rencontré des difficultés dans leur développement industriel au cours des deux dernières décennies, confrontés à une concurrence asiatique qui s'installait sur les marchés européens grâce à des coûts de production plus bas, sur les segments technologiquement accessibles aux industries émergentes. La Russie en particulier s'est retrouvée dans une situation économique périlleuse, fragilisée par la concentration des investissements sur le secteur énergétique, au détriment des infrastructures et de l'industrie, et malgré le potentiel scientifique et technologique du pays. Cette concentration est telle que le secteur des hydrocarbures représente aujourd'hui, avec les métaux, 80 % des exportations russes.

On constate, dans les deux pays, une carence de l'investissement dans le secteur industriel et des difficultés de positionnement face à la concurrence mondiale⁹. Dans ce contexte, les deux économies sont bloquées à un certain palier dans leur développement, correspondant à un niveau de richesse par habitant certes appréciable, mais qui n'évolue pas vers les standards les plus avancés¹⁰.

Une relation centrée sur l'énergie

Lorsqu'on s'intéresse à la relation économique bilatérale russo-turque on constate rapidement que, si les échanges s'intensifient dans un nombre grandissant de secteurs dont l'agriculture, l'automobile, le textile, la chimie ou la finance, c'est bel et bien dans le secteur énergétique qu'ils prennent les proportions les plus significatives. La Turquie importe plus de la moitié de sa consommation de gaz de Russie¹¹ et tient la deuxième place, après l'Allemagne, dans le classement mondial des pays importateurs de gaz russe¹². En 2011, alors que les exportations de la Turquie vers la Russie s'élevaient à un peu moins de 6 milliards de dollars, celles de la Russie vers la Turquie

⁹ Plus récemment une tendance à la désindustrialisation a même pu s'esquisser en Turquie. Voir : U. Sahbaz, « De-industrialization: A Dangerous Trend in Turkish Economy », *TEPAV Articles*, 30 mars 2011.

¹⁰ On désigne communément cette situation par l'expression *middle income trap*.

¹¹ M. Bilgin, *op. cit.* [8].

¹² « Russia-Turkey : \$100-bln Friendship Sealed with Oil, Gas and Nuclear Power », *Russia Today*, 13 janvier 2010.

frôlaient les 23 milliards de dollars¹³, dont 17,9 milliards de dollars pour les énergies fossiles. On note aussi une multiplication des rencontres bilatérales entre responsables politiques et groupements d'industriels, sur différents types de projets économiques, et énergétiques en particulier¹⁴ : Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan se sont rencontrés pas moins de trente fois en dix ans. Environ 3000 entreprises turques sont présentes en Russie avec un stock d'investissements directs de 7,3 milliards de dollars ; les entreprises de construction à elles seules sont impliquées dans près de 1400 projets en Russie, pour un montant de 38,5 milliards de dollars¹⁵. Enfin, on a compté en 2011 plus de trois millions de touristes russes en Turquie¹⁶, et la tendance devrait s'accroître avec la suppression du régime des visas, mise en place cette même année.

Bien que les liens économiques entre les deux pays soient devenus beaucoup plus intenses au cours des dernières années, leurs relations dans le domaine énergétique ne sont pas nouvelles. Dès 1984, la Turquie, membre de l'OTAN, signait avec l'Union soviétique un accord d'achat de gaz naturel pour une durée de vingt-cinq ans¹⁷. Bien que ce traité fût, à l'époque, relativement favorable à la Turquie du point de vue des tarifs, il ouvrait en même temps la voie à une relation de dépendance énergétique qui n'a fait que s'amplifier depuis. En outre, le niveau initialement avantageux des prix du gaz a encouragé en Turquie le recours massif du gaz naturel comme source d'électricité : 50 % environ de la production turque d'électricité recourt au gaz, et 55 % des volumes de gaz importés par la Turquie sont affectés à la génération d'électricité¹⁸. Cette spécificité coûteuse rend la Turquie d'autant plus captive de ses importations de gaz russe.

Renégociation des contrats gaziers

Dans ce contexte, la reconfiguration des modalités de l'échange est au cœur des relations énergétiques entre les deux pays. La Turquie est soumise, comme beaucoup de pays, à des contrats relativement

¹³ La Russie représente plus de 11 % des importations turques et 4 % de ses exportations. La Turquie, quant à elle, représente 3,2 % des exportations russes. Source : OMC. WTO Trade Profiles, accès décembre 2012

¹⁴ « Turkey, Russia Accelerate Cooperation », *Hürriyet Daily News*, 19 janvier 2011.

¹⁵ Ministère turc de l'Économie. Page web sur les relations commerciales russo-turques, accès décembre 2012,

www.economy.gov.tr/index.cfm?sayfa=countriesandregions&country=ru®ion=2

¹⁶ Source : Turkstat, statistiques sur le secteur du tourisme, accès février 2013, www.turkstat.gov.tr/VeriBilgi.do?alt_id=51.

¹⁷ À partir de 1987. Voir : H. S. Ozertem, « Energy Negotiations over Turkish-Russian Line – Analysis », *Eurasia Review*, 17 octobre 2011,

www.eurasiareview.com/17102011-energy-negotiations-over-turkish-russian-line-analysis.

Gazprom, Foreign partners, accès février 2013,

www.gazpromexport.com/en/partners/turkey/.

¹⁸ Energy Information Administration, Country Analysis Briefs: Turkey, février 2011, www.eia.gov/cabs/Turkey/pdf.pdf.

pénalisants de type « take or pay »¹⁹. À la suite d'une augmentation de 39 % du prix du gaz russe au cours de l'année 2010, la Turquie a cherché à renégocier les tarifs, soufflant le chaud et le froid sur le renouvellement d'un contrat d'importation annuel de 6 milliards de mètres cubes par l'intermédiaire du « Western Pipeline » (par les Balkans)²⁰. Le contrat entre Gazprom et l'opérateur public turc Botaş n'ayant pas été renouvelé, plusieurs entreprises énergétiques privées turques ont montré, dans le contexte d'une libéralisation du réseau, un vif intérêt à prendre le relais. Des contrats ont alors été signés, pour des durées allant de 23 à 30 ans, entre Gazprom et les entreprises privées Akfel, Bosphorus, Kibar et Bati Hatti, pour l'importation de 6 mds de mètres cubes par an par le Western²¹. Certains groupes énergétiques turcs, comme Aksa et Bosphorus, avaient d'ailleurs déjà développé des projets avec Gazprom, pour l'importation et la distribution de gaz sur le réseau turc.

On observe ainsi une implication croissante de la sphère privée turque dans les relations énergétiques avec la Russie, et même une substitution du privé au public dans le cas de ces contrats gaziers. Cette tendance signale *a priori* un affaiblissement relatif du pouvoir de négociation de la Turquie, en comparaison de négociations d'État à État ; il faut cependant garder à l'esprit les liens étroits qu'entretient l'État avec les groupes énergétiques en Turquie. Ces entreprises privées sont, en outre, davantage focalisées sur la rentabilité et la baisse des tarifs ; les groupes privés ont ainsi obtenu de Gazprom des tarifs jusqu'à 40 % moins chers que ceux négociés par Botaş.

En parallèle, les autorités russes et turques envisagent une augmentation des livraisons de gaz *via* le gazoduc Blue Stream qui relie déjà les deux pays par la mer Noire²², à des prix peut-être plus avantageux. La Turquie pourrait alors mettre à profit son statut de « gros client », représentant environ 10% des exportations de gaz de la Russie, dans le but d'accroître son pouvoir de négociation.

Projets nucléaires en Turquie

Dans les faits, il semble ainsi qu'Ankara ait tendance, alors qu'elle tente de réduire sa dépendance économique, à élargir le périmètre de son partenariat avec Moscou, qui s'implique de plus en plus dans les projets énergétiques turcs. Cette problématique s'illustre notamment

¹⁹ Obligation de payer les quantités non importées.

²⁰ « Big Players Ready to Race for Russian Natural Gas », *Hürriyet Daily News*, 4 octobre 2011. « Turkish Gas Company Cancels Russian Contract On Discount Dispute », *Bloomberg Business Week*, 2 octobre 2011. « Turkey Turns Off Expensive Russian Gas », *Petroleum Economist*, 4 octobre 2011.

²¹ « Russia's Gazprom Wins 30-Year Export Gas Export Deal in Turkey », Reuters, 26 novembre 2012.

²² Les livraisons actuelles de la Russie à la Turquie par le biais du Blue Stream ne sont que de 8 milliards de mètres cubes par an ; ce qui ne représente que la moitié de sa capacité. Source: *Ibid.*

par l'inclusion du nucléaire dans le cadre de leurs relations énergétiques. La Turquie affirme régulièrement depuis plus de quarante ans son intention de se lancer dans le nucléaire civil. En mai 2010, la signature d'un contrat de plus de 20 milliards de dollars pour la construction d'ici à 2019 par le groupe Rosatom d'une centrale nucléaire (avec quatre réacteurs et une capacité de 4800 mégawatts) à Akkuyu, sur la rive turque de la Méditerranée, a enfin donné corps à cette annonce²³. Des critiques ont cependant été émises en Turquie sur ce contrat, contestant le coût du projet et s'inquiétant d'un renforcement de la dépendance à l'égard de la Russie²⁴. Le contrat présente en effet des aspects remarquables du point de vue aussi bien politique qu'économique : Rosatom, qui finance la construction, doit détenir dans un premier temps l'intégralité de la centrale et n'en cédera ensuite qu'une part minoritaire (49 %) à un autre investisseur, laissant la possibilité à l'État turc d'entrer au capital. Les autorités turques se sont également engagées à ce que la compagnie publique de distribution d'électricité TEDAS achète 70 % de la production des deux premiers réacteurs, puis 30 % de celle des troisième et quatrième, pendant quinze ans, à prix fixe²⁵. Des craintes d'ordre technique ont également émergé à la suite de la catastrophe de Fukushima, d'autant plus que le site d'Akkuyu se trouve dans une zone sismique²⁶.

²³ *Nuclear Power in Turkey*, World Nuclear Association, août 2011, <www.world-nuclear.org/info/inf128-nuclear_power_in_turkey.html>.

²⁴ « Russia to Build Turkey's Nuclear Plan », *Financial Times*, 13 mai 2010.

²⁵ Source : Rosatom. Page web sur les projets du groupe Rosatom destinée aux investisseurs, accès décembre 2012

<www.rosatom.ru/en/investmentstrategy/projects/>.

²⁶ « Turkey Insists on Nuclear Energy », *Hürriyet Daily News*, 10 août 2011.

Vers un rééquilibrage des forces ?

Cet état de dépendance énergétique a des implications importantes pour la stabilité économique de la Turquie. Il semble donc naturel qu'elle cherche à rééquilibrer sa relation avec Moscou pour peser davantage lors des négociations sur ses importations d'hydrocarbures russes. La Turquie peut envisager deux approches pour favoriser ce rééquilibrage. La première consiste à diminuer sa dépendance vis-à-vis des importations de gaz russe en diversifiant ses sources d'approvisionnement. La seconde option serait d'aider la Russie dans sa stratégie vis-à-vis d'un tiers, en échange de meilleurs termes dans leurs relations bilatérales. En pratique, les autorités turques tentent de combiner ces deux approches.

Gravitation européenne

Pour mieux appréhender la stratégie d'Ankara, il faut évoquer la place centrale de l'Europe dans la relation russo-turque. En effet, si l'intensification des relations économiques entre la Russie et la Turquie ne fait aucun doute, les deux pays ont surtout en commun d'être massivement tournés vers l'Europe occidentale. L'Union européenne représente environ la moitié des exportations aussi bien russes que turques et plus du tiers de leurs importations²⁷. Bien plus que la question de l'OTAN, il est difficile de comprendre la nature des relations russo-turques sans prendre en compte le pôle de gravitation économique que constitue l'Union européenne pour les deux pays²⁸.

L'Europe a opportunément répondu au virage libéral qu'a pris la Turquie au début des années 1980, culminant en 1996 par la conclusion d'une union douanière avec l'UE. L'économie européenne a été, plus qu'un simple marché d'exportations, un facteur structurant de l'industrialisation turque, par le développement d'unités de sous-

²⁷ Au cours des dernières années de crise économique, la part de l'Union européenne dans les exportations turques a quelque peu diminué, notamment au profit du Moyen-Orient, mais demeure supérieure à 40 %. Source : *World Trade Organization Trade Profiles*, septembre 2012.

²⁸ Ph. Hanson, « On Europe's Fringes: Russia, Turkey and the European Union », Chatham House, *Briefing Paper*, juillet 2011, <www.chathamhouse.org/sites/default/files/0711bp_hanson.pdf>. R. Sakwa, « Russia and Turkey: Rethinking Europe to Contest Outsider Status », *Ifri, Russie.NEI. Visions*, n° 48, juillet 2011, <www.ifri.org/downloads/ifrisakwarussiaturcgretereuropeengmay2010.pdf>.

traitance et de *joint-ventures* industrielles, notamment dans le secteur automobile dans le Nord-Ouest du pays (Bursa). En outre, l'économie turque dépend fortement des capitaux européens pour le financement de son déficit courant.

En ce qui concerne la Russie, l'Union européenne est de loin son premier marché d'exportation dans le secteur des hydrocarbures. Là encore, l'UE s'est trouvée, par les débouchés qu'elle offre, au cœur du développement du modèle économique russe contemporain, caractérisé par une très forte concentration sur le secteur des hydrocarbures et son corollaire, une base industrielle réduite. Or, le secteur énergétique russe doit faire face à des incertitudes liées à la volatilité des prix des hydrocarbures, à l'augmentation des coûts d'extraction du pétrole (qui pèse sur les marges)²⁹ et au perfectionnement des techniques concurrentes dans le reste du monde (dont gaz et pétrole de schiste). Il est donc vital pour Moscou de maintenir sa position dominante sur les flux d'énergie en direction de l'Union européenne, d'autant que les infrastructures existantes sont orientées dans ce sens. Les autorités russes sont aujourd'hui convaincues de la nécessité d'établir des routes de contournement vers l'Europe occidentale, que ce soit par le Nord de l'Europe (Nord Stream, déjà opérationnel) ou par le Sud (South Stream, dont la construction a été lancée en décembre 2012)³⁰. Avant l'entrée en service de Nord Stream, environ 80 % des flux de gaz russe vers l'Europe transitaient par l'Ukraine et 20 % par la Biélorussie, pays avec lesquels se sont noués des conflits gaziers à répétition.

La stratégie russe est donc double : à la fois éviter le développement de routes énergétiques concurrentes vers l'Europe et établir des routes de contournement de l'Ukraine pour ses propres exportations de gaz. Le projet South Stream répond à ces deux objectifs, avec la mise en place d'un gazoduc qui doit traverser les eaux territoriales turques en mer Noire – et dont la construction requiert l'accord des autorités turques.

Corridor sud et risque géopolitique

La Russie avance cette stratégie au moment où l'Union européenne s'inquiète ouvertement de sa dépendance au gaz russe et tente de diversifier ses sources d'approvisionnement. Le gaz de la mer Caspienne, parallèlement au gaz naturel liquéfié (GNL) et aux ressources de l'Algérie et de la Norvège, pourrait compléter le mix. Les projets de diversification ciblant de nouvelles ressources au sud de la Russie – Caspienne, mais aussi Moyen-Orient, sont regroupés sous le

²⁹ Th. Gustafson, « Putin's Petroleum Problem », *Foreign Affairs*, novembre/décembre 2012, <www.foreignaffairs.com/author/thane-gustafson>.

³⁰ Ch.-K. Chyong, « The Economics of The South Stream Pipeline in The Context of Russo-Ukrainian Gas Bargaining », ESRC Electricity Policy Research Group, University of Cambridge, 2010, <<http://www.usaee.org/usaee2011/best/chyong.pdf>>.

nom générique de « Corridor sud ». Un ensemble ambitieux de projets qui se heurte néanmoins à la diversité des intérêts des pays figurant sur l'itinéraire, dont la Turquie, ainsi qu'à des questions de rentabilité, notamment en comparaison du projet concurrent South Stream.

Le fait que la quasi-totalité des projets de gazoducs du Corridor sud impliquent un transit par le territoire turc³¹ (à l'exception du White Stream, qui constitue précisément une alternative aux trajets incluant la Turquie) est au centre de la stratégie de *hub* des autorités turques. Cette stratégie vise à développer les flux d'énergie à travers le territoire turc et à en extraire des revenus importants. La Turquie a d'ailleurs créé la surprise en s'entendant directement avec l'Azerbaïdjan sur un projet équivalent à un premier tronçon, TANAP³², qui, avec une capacité initiale de 16 milliards de mètres cubes issus de la seconde phase de développement du champ azéri de Shah Deniz, doit s'étendre jusqu'à la frontière turco-bulgare. Notons que la plupart des questions soulevées par les itinéraires et les éventuels prolongements impliquent aussi la Russie. La place de l'Azerbaïdjan dans ces projets est un sujet délicat du point de vue des relations russo-turques, étant donné le conflit qui oppose le pays à l'Arménie sur le territoire du Nagorno-Karabakh : l'Azerbaïdjan est traditionnellement soutenu par la Turquie et l'Arménie par la Russie. Or, Bakou a déjà tenté de faire pression sur la Turquie par le biais de la question énergétique pour empêcher un début de réconciliation turco-arménienne³³.

L'itinéraire principal du Corridor sud (qui doit relier l'Azerbaïdjan à l'Europe) traverse également la Géorgie. La guerre russo-géorgienne de 2008 avait interrompu, pour une courte période, la livraison du gaz azéri à la Turquie par le gazoduc South Caucasus (Bakou-Tbilissi-Erzurum, en service depuis 2006), qui doit servir de base au développement de TANAP. Au-delà de la question territoriale et militaire, le dossier géorgien présente un aspect particulièrement stratégique pour la Russie, étant donné que d'importants projets visant à la diversification des sources d'approvisionnement de l'UE et de la Turquie impliquent ce pays, qui reçoit un soutien militaire important de la part des États-Unis. Ankara, qui entretient de bonnes relations avec Tbilissi, s'est retrouvé, en 2008, dans une situation délicate et a choisi la voie de la prudence³⁴. Enfin, la précarité relative de la route passant

³¹ Yu. Yigitgüden, « Turning the European Periphery Into an Energy Hub », in *Prospects of a Triangular Relationship? Energy Relations between the EU, Russia and Turkey*, Fondation Friedrich Ebert, avril 2010, p. 12-18, <<http://library.fes.de/pdf-files/id/07150.pdf>>.

³² « Turkey and Azerbaijan Ink Deal for \$7bn Gas Project », *Hürriyet Daily News*, 26 juillet 2012.

³³ B. Whitmore, « Azerbaijan Could Scuttle Nabucco Over Turkey Armenia Deal », *European Dialogue*, 19 octobre 2009, <<http://eurodialogue.org/energy-security/Azerbaijan-Could-Scuttle-Nabucco-Over-Turkey-Armenia-Deal>>.

N. Mikhelidze, « The Azerbaijan-Russia-Turkey Energy Triangle and its Impact on the Future of Nagorno-Karabakh », Istituto Affari Internazionali, septembre 2010.

³⁴ G. Winrow, « Turkey, Russia and the Caucasus: Common and Diverging Interests », Chatham House, *Briefing paper*, novembre 2009, <www.chathamhouse.org/publications/papers/view/109168>.

par la Géorgie favoriserait plutôt l'option iranienne pour atteindre la Caspienne, si celle-ci n'était exclue, en tout cas dans un avenir proche, par la crise du nucléaire iranien. En attendant une amélioration sur ce front, la Turquie tente autant que possible de maintenir ses importations de gaz iranien mais doit toujours compter sur Gazprom pour faire face à ses difficultés d'approvisionnement³⁵.

Plusieurs ramifications sont envisagées pour d'éventuelles phases ultérieures de développement du Corridor sud. La première émanerait du nord de l'Irak et nécessiterait donc une bifurcation du Corridor sud depuis sa partie turque, ce qui aurait pour conséquence de renforcer le rôle de la Turquie. La seconde option consisterait à multiplier les sources d'approvisionnement dans la Caspienne, en particulier au Turkménistan et au Kazakhstan.

En ce qui concerne la ramification irakienne, les tensions entre le gouvernement central et les autorités de la région autonome du Kurdistan compliquent la situation³⁶. Cette branche hypothétique traverserait en outre le Sud-Est de la Turquie, où les tensions persistantes avec les Kurdes posent un problème sécuritaire. Facteur aggravant, la guerre civile en cours en Syrie encourage les velléités d'indépendance d'une partie des 1,9 million de Kurdes syriens : le régime baasiste a parlé de leur accorder une région autonome³⁷, tandis qu'une grande partie d'entre eux se bat aux côtés des insurgés, contrôlant désormais des portions entières de territoires à la frontière turque. La question kurde pourrait donc compliquer les grands projets économiques et énergétiques du Moyen-Orient.

Le second prolongement envisagé nécessite la construction d'un gazoduc sous-marin reliant l'Azerbaïdjan à la rive orientale de la Caspienne (le Trans-Caspian Gas Pipeline), pour compléter le système de transport par tankers transcaspiciens³⁸. Il paraît hasardeux de planifier, à ce stade, un tel projet sans l'accord de la Russie. Moscou, suivi par Téhéran, met en avant la nécessité d'un accord entre tous les pays de la Caspienne³⁹. Par ailleurs, l'essentiel des exportations d'hydrocarbures vers l'Europe depuis l'Asie centrale, toujours dans l'aire d'influence russe, transitent actuellement par la Russie, qui souhaiterait pour des raisons évidentes que cette situation perdure⁴⁰. La viabilité du gazoduc trans-caspien dépend donc d'un

³⁵ « Turkey Eyes Russia Fuel to Make Up for Iran Loss », *Hürriyet Daily News*, 3 décembre 2012.

³⁶ La Turquie cherche à augmenter ses importations d'hydrocarbures depuis le Kurdistan irakien et négocie directement avec les autorités régionales, au grand dam de Bagdad. Voir : « Turkey and Iraq Kurds Close to Energy Deal », *Financial Times*, 12 décembre 2012.

³⁷ « Assad to Play Kurdish Card Against Turkey », *Hürriyet Daily News*, 9 novembre 2011.

³⁸ A. Dellecker, T. Gomart (dir.), *Russian Energy Security and Foreign Policy*, Londres, Routledge, 2011.

³⁹ « Trans-Caspian Pipeline Vital to Meeting Turkey's Gas Demands », *Today's Zaman*, 9 septembre 2012.

⁴⁰ « Securing Energy and Building Regional Security : EU-Turkey Cooperation in the Black Sea and Caspian Sea Basin », The European Geopolitical Forum, *Policy Briefing*, 2 juin 2010, <<http://gpf->

accord, même tacite, avec la Russie, qui n'a, sous la forme actuelle du projet, aucun intérêt à son développement.

Sur cette toile de fond complexe et incertaine du Corridor sud, la Turquie poursuit, en parallèle, les négociations avec Moscou sur le projet de gazoduc South Stream⁴¹. C'est sur ce dossier particulier que les deux pays se sont engagés dans une forme de marchandage stratégique⁴².

Marchandages autour de South Stream

Le projet de gazoduc South Stream⁴³ a été proposé par la Russie à la suite du refus par la Turquie de permettre le développement de Blue Stream II, qui devait longer le gazoduc Blue Stream⁴⁴ pour atteindre l'Europe du Sud. South Stream devrait transporter du gaz russe par la mer Noire en traversant les eaux territoriales turques, jusqu'en Bulgarie, pour rejoindre principalement l'Autriche. Sa capacité initiale serait d'environ 16 milliards de mètres cubes par an, pour atteindre 63 milliards d'ici à 2019. On peut fortement douter que la demande de gaz soit suffisante pour absorber le débit issu à la fois de South Stream et du Corridor sud.

Il peut sembler paradoxal que la Turquie soit impliquée dans les deux projets en même temps. Elle l'est cependant de façon différente⁴⁵, et semble surtout chercher à renforcer ainsi son statut de pays incontournable pour obtenir certaines concessions. La Turquie a tardé à donner son accord pour la conduite d'études géologiques dans sa zone économique exclusive en mer Noire, retardant d'autant le développement de South Stream par rapport au Corridor sud⁴⁶. Pour autant, malgré des difficultés, y compris de financement, Gazprom semble avancer et a pu prendre une décision finale d'investissement après avoir conclu un accord avec la Bulgarie, en échange de rabais tarifaires⁴⁷.

europe.com/upload/iblock/bc9/energy,%20security%20and%20the%20turkey%20eu%20relationship.pdf.

⁴¹ « Turkey in No Place to Decide on Azeris' Gas », *Hürriyet Daily News*, 16 novembre 2012.

⁴² C. Sidar et G. Winrow, « Turkey And South Stream : Turco-Russian Rapprochement and The Future of The Southern Corridor », *Turkish Policy Quarterly*, 2011, <www.turkishpolicy.com/dosyalar/files/cenk_garteh.pdf>.

⁴³ L'entreprise South Stream, qui a été créée pour porter ce projet, est détenue par Gazprom et l'italien ENI depuis 2009, auxquels se sont ajoutés EDF et Wintershall en 2011.

⁴⁴ Blue Stream est en activité depuis 2003 et relie directement la Russie à la Turquie sur 1 213 km. Son coût total s'élève à 3,2 milliards de dollars.

⁴⁵ Dans le cas de South Stream, la Turquie se contente d'autoriser la traversée de ses eaux territoriales par le gazoduc alors qu'elle prend activement part au Corridor Sud, en développant le TANAP, avec l'Azerbaïdjan.

⁴⁶ « Putins Prekäre Pipeline », *Die Zeit*, 7 décembre 2012.

⁴⁷ « Borisov Defends Pipeline Deal with Russia », *Financial Times*, 20 novembre 2012 ; « Energy Battle », *Financial Times*, 17 décembre 2012.

Toutefois, l'accord entre la Turquie et l'Azerbaïdjan sur TANAP, comme premier tronçon du Corridor Sud, affaiblit davantage South Stream. Les autorités turques semblent donc vouloir influencer l'équilibre stratégique régionale en profitant de la nécessité de leur accord pour le développement de South Stream. En plus d'éventuels concessions sur le prix du gaz, la Turquie a reçu le soutien de Moscou pour un autre projet de pipeline, qui transporterait du pétrole d'un bout à l'autre du territoire turc, de Samsun, sur la mer Noire, à Ceyhan, sur la côte méditerranéenne. Cet oléoduc permettrait au port de Ceyhan de recevoir, en plus des flux déjà existants, du pétrole russe et kazakh, qui pourrait être réexporté par la Méditerranée. Du point de vue turc, en plus de renforcer le statut de *hub* de son centre pétrolier sur la Méditerranée, l'oléoduc Samsun-Ceyhan permettrait de décongestionner les détroits du Bosphore et des Dardanelles⁴⁸. La Russie a proposé d'alimenter l'oléoduc à hauteur de 25 millions de tonnes, mais un accord final n'a pas encore été atteint, ni sur le volume garanti par la Russie, ni surtout sur les frais de transit qui seront accordés à la Turquie.

Ces négociations montrent que la Turquie ne souhaite pas seulement s'imposer comme territoire de transit des grands flux d'hydrocarbures : les conditions de réalisation des flux lui importent particulièrement. Le noeud installé à Ceyhan illustre bien l'ambition turque de dépasser le simple statut de zone de transit et de se positionner comme un centre intégré, à la fois de réexportation, mais aussi de raffinage et de stockage⁴⁹. C'est le principe même du *hub* d'hydrocarbures : non seulement collecter un droit de passage mais, bien plus, extraire une partie de la valeur ajoutée des flux qui traversent le territoire, en disposant d'une capacité de stockage qui permette de s'approprier dans une certaine mesure la distribution de ces flux.

Les projets de développement de Ceyhan ont attiré l'attention des décideurs russes, puisqu'ils ont montré de l'intérêt pour la construction d'une unité de liquéfaction de gaz et d'un centre de raffinage. Ainsi, comme dans le cas du nucléaire, la Russie s'installe économiquement en Turquie en y investissant dans la filière énergétique. La dépendance turque risque de s'accroître avec l'implication toujours plus grande des Russes. La vision turque semble cependant intégrer cette composante en jouant la carte du centre énergétique, intermédiaire obligé entre pays producteurs et clients. L'accord passé avec les Azéris sur le gazoduc TANAP, qui a pris les observateurs de court, confirme en fait ce choix stratégique.

⁴⁸ Le projet Samsun-Ceyhan, qui aurait un coût de 3 milliards de dollars, a fait l'objet d'une lettre d'intention signée en 2009 entre les groupes Çalık, Eni, Transneft et Rosneft. En vue du désengorgement du Bosphore, la Turquie prévoit également la construction d'un canal de contournement de 50 kilomètres de long, de la mer Noire jusqu'à la mer de Marmara.

Voir : « Turkey Plans Istanbul Canal for Russian Oil Shipments to Bypass Bosphorus », Bloomberg, 27 avril 2011.

⁴⁹ M. Bilgin, « Turkey's Energy Strategy: What Difference Does it Make to Become an Energy Transit Corridor, Hub or Center? », *UNISCI Discussion Papers*, n° 23, mai 2010, p. 113-128, <<http://redalyc.uaemex.mx/pdf/767/76715004007.pdf>>.

La Turquie peut ainsi tirer profit de son statut central pour « mettre en concurrence » différents projets qui doivent nécessairement traverser son territoire, et négocier les termes des contrats. Dans le cas du Corridor sud, elle avait ainsi exigé de l'Union européenne (dont les États membres se concertent relativement peu vis-à-vis de leurs partenaires énergétiques communs) que 15 % du gaz de Nabucco⁵⁰ transitant par son territoire soit alloué à sa consommation domestique⁵¹. Les hésitations passées de la Russie sur South Stream ont aussi encouragé la Turquie à projeter son propre tronçon du Corridor sud, qui, s'il est réalisé, la placerait dans une position de force tout à fait inédite quant à l'approvisionnement européen en gaz⁵².

Bien que le rapport russo-turc paraisse peu équilibré, l'intensification des relations entre les deux pays dans le domaine énergétique (projets nucléaires, engagement russe dans la grille énergétique turque) n'affaiblit pas davantage pour le moment la position turque. En effet, la Turquie parvient, de façon efficace, mais aussi risquée à certains égards, à consolider sa place centrale dans les projets du Corridor sud ou de South Stream afin d'affirmer son poids. Du point de vue économique, la tendance est donc plutôt à la poursuite de l'intégration négociée entre Russie et Turquie.

Au vu de la profondeur et de l'importance, en termes de coûts et d'investissements, des enjeux qui lient les deux pays, on ne peut guère s'étonner du souhait des gouvernements russe et turc de faire le moins possible étalage de leurs désaccords politiques, notamment sur la Syrie. Alors que les deux pays ont fondé le développement de leurs relations sur la coordination de leurs stratégies énergétiques vis-à-vis de l'Europe, les réalités moyen-orientales compliquent leurs projets. Mais si la dynamique des transitions politiques au Moyen-Orient dérange ces deux puissances qui souhaitent s'entendre, du point de vue économique, les facteurs allant dans le sens de la coopération restent substantiels.

⁵⁰ « Nabucco » désigne ici la version du projet qui devait relier, de façon ambitieuse, l'est de la Turquie à l'Autriche. Nabucco West est une version modifiée qui doit plus modestement relier l'extrémité occidentale de TANAP (frontière turco-bulgare) à l'Autriche. Voir la carte en annexe.

⁵¹ Le projet White Stream éviterait la Turquie en reliant la Géorgie à la Roumanie, mais ce projet rencontre plusieurs obstacles, et notamment un manque de soutien politique.

Voir : Yu. Yigitgüden, *op. cit.* [31].

⁵² « Azeri Pipeline to Help Turkey in Talks with EU », *Hürriyet Daily News*, 24 août 2012.

Conclusion

Malgré les succès économiques relatifs de la Russie et de la Turquie, les deux pays doivent affronter des déséquilibres économiques qui sont directement liés à la question énergétique et à certaines caractéristiques de leur orientation européenne. La Russie et la Turquie ont, chacune à leur façon, intégré dans leur vision stratégique l'idée de diversification de leurs relations économiques extérieures. La Russie tente ainsi de développer ses exportations d'hydrocarbures vers l'Asie, et la Turquie ses échanges économiques avec ses partenaires moyen-orientaux.

Cependant, dans les deux cas, la diversification risque d'être difficile. L'Asie est aujourd'hui elle-même affectée par l'affaiblissement des débouchés mondiaux ; quant au Moyen-Orient, il n'offre pas les mêmes perspectives que les marchés européens, en termes de volume et surtout de sophistication industrielle. Dans ce contexte, il est essentiel pour la Russie de sécuriser sa position sur les importations européennes d'hydrocarbures et pour la Turquie de se construire un rôle central dans les flux énergétiques régionaux, afin de réduire son déséquilibre commercial et de générer de nouveaux types de revenus.

Même si l'Union européenne conserve une place centrale dans la structuration économique du continent européen dans son ensemble, le partenariat énergétique entre la Russie et la Turquie dépasse désormais le cadre des négociations sur les grands projets de gazoducs vers l'Europe occidentale. Les relations entre les deux pays dans le secteur énergétique s'intensifient et concernent un nombre grandissant de projets importants (comme le nucléaire turc), satisfaisant au passage les ambitions économiques des deux pays.

La croissance des échanges économiques russo-turcs et la sophistication grandissante de leurs liens permet en fait de préciser progressivement la nature de la relation qu'entretiennent les deux pays. La Turquie parvient, en s'impliquant dans plusieurs grands projets énergétiques à l'échelle de la région, à améliorer son pouvoir de négociation vis-à-vis de la Russie, tout en développant, avec un certain succès, sa stratégie de *hub* énergétique, mais au risque d'accroître encore sa dépendance. Quant à la Russie elle parvient, en négociant avec la Turquie et avec d'autres pays acteurs du marché, à réagir avec rapidité aux projets européens de diversification, mais se voit contrainte de faire des concessions, notamment financières. Si certaines divergences d'intérêts politiques, en particulier au Moyen-Orient, ne permettent d'évoquer qu'une entente partielle, centrée sur les questions énergétiques, la Russie et la Turquie ne s'en sont pas moins engagées dans un dialogue économique solide qui tend à

satisfaire, dans la complexité, leurs stratégies de puissance respectives

Annexe : Projets de gazoducs : South Stream et le Corridor sud



Source : KircherBurkhardt Infografik, site de Wingaz, <www.wingaz.com/2268.html?&L=1>.